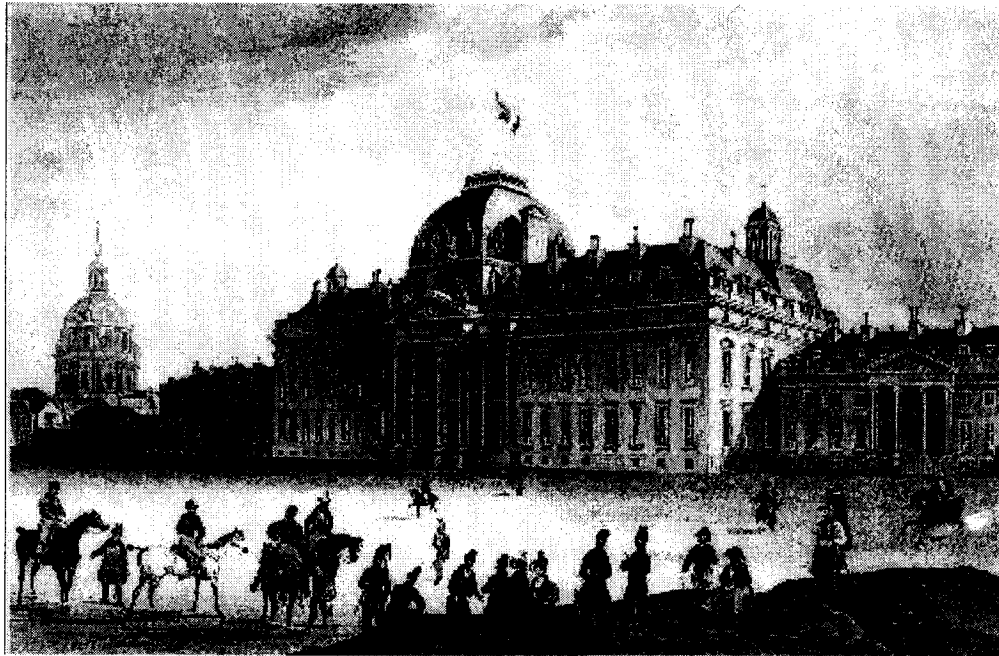
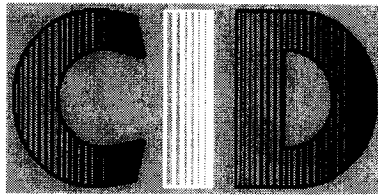




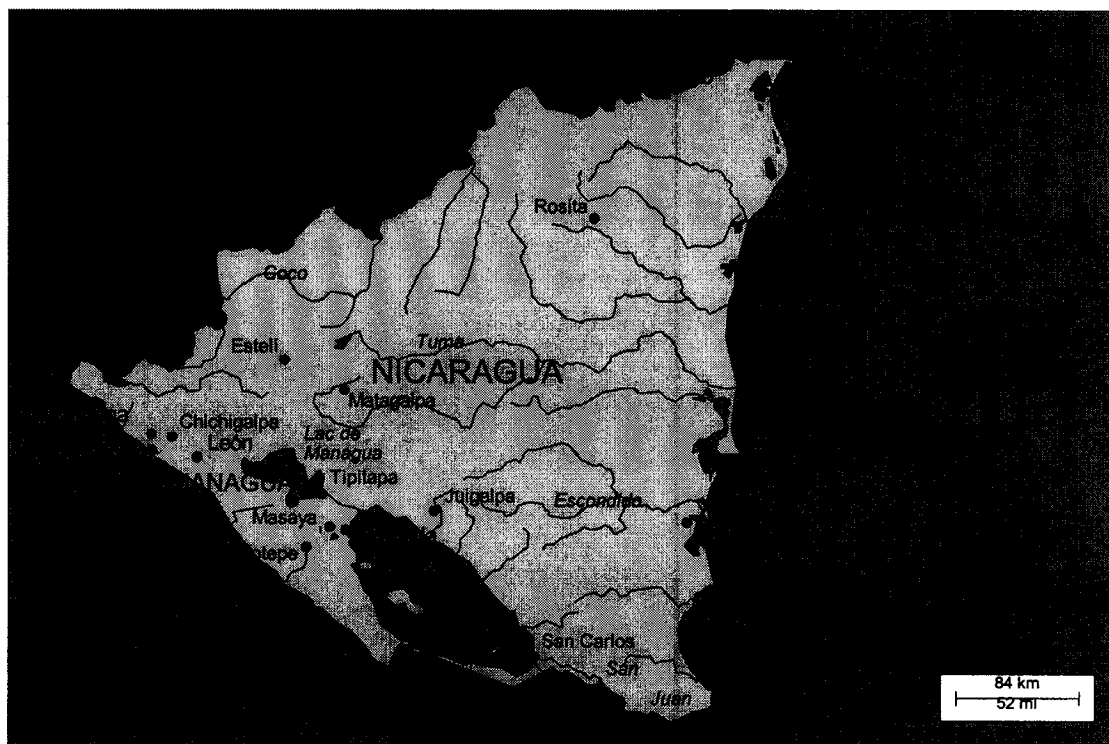
COLLEGE INTERARMÉES DE DEFENSE

NICARAGUA: AU DÉBUT DU
NOUVEAU SIÈCLE, UNE NOUVELLE
STRATÉGIE ÉCONOMIQUE

« MEMOIRE DE STRATEGIE »
LCL. DENIS MEMBRENO RIVAS

(NICARAGUA) A4
MARS 1998

INTRODUCTION	4
ANTECEDENTS HISTORIQUES	4
ANTECEDENTS POLITICO-MILITAIRES	4
CATASTROPHES ET PHENOMENES NATURELS	6
SITUATION ECONOMIQUE REGIONALE (AMERIQUE LATINE)	6
TROIS FAITS	7
TROIS QUESTIONS	7
TROIS HYPOTHESES	8
LE VIRAGE STRATEGIQUE DE LA FIN DES ANNEES QUATRE-VINGT	8
LE NICARAGUA APRES LE SANDINISME	8
STRATEGIE GENERALE DE DEVELOPPEMENT DU NICARAGUA AU XXI SIECLE	10
POLITIQUEMENT	10
ECONOMIQUEMENT	11
SOCIALEMENT	12
LE NICARAGUA DANS LE CONTEXTE DE LA REGIONALISATION	12
CONCLUSION	13



INTRODUCTION

Ce travail a pour objectif d'aborder, bien que de façon brève, la réalité économique du Nicaragua, en exprimant quelques idées qui pourraient être prises en compte pour l'élaboration d'une stratégie de développement économique pour le prochain XXIème siècle.

Cependant, en tenant compte de ce que la majorité des pays sont en général le fruit de leur histoire, je citerai quelques-uns des événements les plus récents qui se sont passés dans ce petit pays, dans l'intention d'expliquer la difficile situation économique que vivent aujourd'hui les nicaraguayens.

Dans la première partie de ce travail, seront analysés les événements importants mais divers qui ont affecté le pays, en mettant l'accent sur leurs conséquences économiques. Nous évoquerons ainsi la responsabilité des puissances mondiales, comme les Etats Unis d'Amérique, dans ces événements qui liés à de multiples invasions, aux XIXème et XXème siècles, ont fini par détruire et réduire à sa plus simple expression non seulement l'économie nicaraguayenne, mais aussi sa capacité de régénération.

Parmi les phénomènes négatifs de notre histoire, les catastrophes naturelles causées par les volcans et les mouvements telluriques seront également étudiés.

Avant de parler de la réalité actuelle du Nicaragua suite aux guerres, nous traiterons brièvement de la réalité socio-économique de la région latino-américaine, qui pour des raisons géographiques présenté beaucoup de points communs avec la situation nicaraguayenne, surtout qu'aujourd'hui se présentent des possibilités de collaboration pour affronter ensemble l'avenir et les menaces économiques de nouvelles puissances.

Finalement nous évoquerons des stratégies possibles pour sortir de la crise dans laquelle se trouve actuellement le Nicaragua

ANTECEDENTS HISTORIQUES

L'histoire, sans aucun doute, est pour tout pays l'origine de sa réalité actuelle. Nous pouvons ainsi affirmer que chaque pays est le fruit de son histoire, et le Nicaragua ne déroge pas à cette règle. Cela sera analysé ci-dessous.

ANTECEDENTS POLITICO-MILITAIRES

Si le XIXème siècle fut assez difficile pour le Nicaragua, le XXème peut être considéré comme pire, en tenant compte du fait qu'il fut marqué depuis le début par différents phénomènes qui générèrent de graves conséquences pour son économie, de

même qu'ils exacerbèrent l'esprit rebelle et anti-impérialiste du nicaraguayen, ce qui fut déterminant dans l'affrontement avec les différentes interventions nord-américaines des siècles passé et actuel.

Les Etats Unis, fidèles à leur fameuse « doctrine Monroe », établie en 1823, expression de l'expansionnisme nord-américain de l'époque qui proclamaient que l'Amérique doit être celle des Américains, ont su jouer leur rôle en s'identifiant au « patron de l'Amérique ». Dans le cas de pays pauvres comme le Nicaragua, le mauvais côté de cette doctrine a été une succession d'agressions, de dominations et d'interventions politico-militaires, qui ont marqué l'histoire, non seulement du Nicaragua, mais aussi du continent en général. A titre d'exemple, le Nicaragua a été envahi quatorze fois depuis le XIXème siècle jusqu'en 1933. Les deux dernières interventions militaires directes de cette époque, eurent comme conséquence de sanglantes guerres anti-interventionnistes, avec pour résultat, mort et douleur pour le peuple nicaraguayen, s'ajoutant à la misère et au désastre économique. De la même façon, depuis cette période (1934), les Etats Unis instaurèrent et soutinrent une dictature militaire qui s'enrichit démesurément au prix et de l'appauvrissement du peuple nicaraguayen, lacérant encore un peu plus la fragile économie de l'époque.

Somoza et sa famille gouvernèrent le pays pendant presque cinquante années consécutives (1934-1979), générant répression, exploitation et misère pour le peuple nicaraguayen, et arrivant à s'appropriier plus de 30% des terres cultivables et des entreprises productives du pays, s'aidant pour cela d'une « Garde Nationale » prétorienne, afin de protéger son « hacienda ». Dans leur grande majorité, les Nicaraguayens ont été amenés à affronter cette soi-disant dynastie de différents manières, parmi lesquelles la voie armée révolutionnaire fut prépondérante. Ceci donna lieu à une guerre de libération nationale dont les conséquences furent particulièrement catastrophiques, tant sur l'aspect économique et infrastructurel que politique et social. Ceci altéra de façon significative l'ordre établi, et créa les conditions d'éclosion d'une révolution initialement nationaliste, avec la participation directe de tous les secteurs politiques et économiques du pays, puis qui graduellement prit un aspect socialiste et surtout anti-impérialiste, pour des raisons propres à son origine, et alimenté par le harcèlement nord-américain.

La Révolution populaire sandiniste est sans aucun doute un point de référence historique, un des plus importants pour le Nicaragua, dans la mesure où elle créa des changements radicaux dans tous les domaines de la vie politique, sociale, culturelle, économique et même religieuse. Ce fut la raison pour laquelle les Etats Unis d'Amérique, préoccupés par l'exemple que cette révolution pouvait être pour le reste des pays centraméricains, se proposèrent, dès le premier mandat de l'administration Reagan, de la supprimer. Ce fut dès le début un des thèmes essentiels de sa campagne présidentielle, exprimant de façon claire sa proposition d'assurer l'hégémonie des Etats Unis sur l'Amérique Centrale, en définissant lors du « comité de Santa Fé », une proposition pour le conseil de sécurité interaméricain de mars 1980, qui établissait une nouvelle politique nord-américaine pour les années quatre-vingt, déclarant qu'une politique de « containment » de l'URSS n'était pas suffisante, et qu'il fallait passer du containment au reflux des intérêts soviétiques dans la région centraméricaine. Cette politique visait particulièrement le Nicaragua, alors fer de lance du communisme international.

Dans l'affrontement avec la Révolution, les Etats Unis ont utilisé de multiples moyens pour sa destruction, qui allèrent du blocus commercial et économique, au minage des ports maritimes, ainsi qu'à diverses pressions internationales economico-financières, mais surtout, une guerre contre-révolutionnaire orchestrée et dirigée par l'Administration Reagan et exécutée entre autres par l'Agence centrale de renseignement (CIA).

L'objectif était clair, et peu importaient les moyens et le coût que cela allait entraîner. Le but était d'éliminer cette révolution, sous le souci de trouver des fonds comme dans les fameux « Irangate » ou « Contragate ». Finalement, peu importait le coût politique, économique ou social. La plus grande puissance mondiale affrontait un petit pays pauvre, en faisant usage de mesures licites et illicites et secrètes, « propres » et sales, lesquelles, approuvées ou non par le Congrès américain, ont fini par créer un dommage énorme non seulement à la révolution en tant que structure politique, mais surtout au peuple pauvre et humble, qui chaque jour connaissait une misère économique insupportable et tombait dans le désespoir, condition propice pour la désespérance et le chaos.

La stratégie utilisée par les Etats Unis s'appuyait surtout, hormis l'agression militaire depuis des pays marionnettes comme le Honduras et le Costa Rica avec une armée de 25 000 hommes, sur la ruine économique accompagnée d'un blocus économique et commercial disproportionné, dont les conséquences sont faciles à imaginer. Le Nicaragua, qui venait de subir une guerre de libération antisomoziste, aux conséquences graves, utilisa toutes ses forces, au point d'arriver au plus profond appauvrissement de son histoire, qui provoqua en retour une situation désespérante dans le domaine politico-social. Et, tout en ne perdant pas militairement la guerre, le pays s'est trouvé depuis dans une misère complète et catastrophique qui le place parmi les plus pauvres du monde, avec des infrastructures industrielle, agricole et de services pratiquement improductives.

Un pays dont la base économique reposait surtout sur l'activité agricole, avec une industrie faible liée au secteur agricole, a du utiliser à ce moment, plus de 50% de son budget national pour la défense, avec la plus grande partie de la population économiquement active mobilisée de façon permanente sur les fronts de guerre. Une grande partie des citoyens s'est vue d'autre part obliger d'abandonner le pays pour fuir la guerre. Sans compter que de grandes régions suite aux combats qui s'y déroulèrent, cessèrent totalement leurs activités productives, amenant le pays à une récession économique presque complète.

CATASTROPHES ET PHENOMENES NATURELS

Le Nicaragua, de façon analogue, subit sa condition de « Terres de lacs et de volcans ». Ceci a été vécu à de nombreuses occasions au XXème siècle. De nombreux tremblements de terre et de mouvements telluriques provoquèrent des destructions et des morts, en particulier, en 1931, un tremblement de terre de grande envergure détruisit totalement la capitale et en 1972, un autre tremblement de terre se chargea une nouvelle fois de transformer la capitale Managua en décombres. Le Cerro Negro, un petit volcan dans l'ouest du pays a détruit les principales récoltes après plusieurs éruptions, affectant gravement les sols agricoles, auparavant les plus fertiles de l'Amérique centrale.

En plus des tremblements de terre, le Nicaragua a été affecté par des ouragans, qui ont saccagé une partie importante des bois et des forêts, et en 1992, un raz de marée de grande intensité détruisit les principales plages et ports du littoral pacifique du pays.

SITUATION ECONOMIQUE REGIONALE (AMERIQUE LATINE)

Prétendre analyser l'économie nicaraguayenne sans aborder les événements qui se sont déroulés en Amérique latine est impossible. Même quand le Nicaragua se trouvait relativement isolé, comme nous l'avons vu précédemment, il était obligé de recourir au sous-continent latino-américain et plus particulièrement à la région centraméricaine, pour matérialiser sa stratégie de développement économique.

Pour faciliter la compréhension de ce qu'était la réalité de l'Amérique latine, j'exposerai très succinctement à « trois faits, trois questions et finalement trois hypothèses ».

TROIS FAITS

Malgré les indices positifs de croissance actuels, l'Amérique latine a souffert dans les années quatre-vingt de la crise la plus sévère et la plus prolongée de son histoire, depuis la crise des années trente. La production s'est arrêtée et à la fin de la décade la région a connu un revenu par habitant presque 10% plus faible que celui de l'année 1980. L'inflation se développa avec un incroyable taux moyen de plus de 400% l'an pendant toute la décennie, pour revenir à des niveaux modérés et plus traditionnels, de l'ordre de 20%, à partir de 1992, de telle sorte que la dénomination de « décade perdue » attribuée aux années quatre-vingt prend tout son sens.

A cette crise économique et sociale, s'est ajoutée, un débat d'idées remettant en cause depuis ses origines la stratégie économique qui était en application depuis les années trente : l'industrialisation pour se substituer aux importations. De fait la région est en train d'expérimenter un virage d'importance vitale dans sa stratégie de développement : de la croissance vers l'intérieur à la croissance vers l'extérieur, de l'interventionnisme large à une plus grande dépendance en vers les forces du marché, et d'une croissance dirigée par le secteur public à une croissance dirigée par le secteur privé.

Ce virage stratégique eut lieu alors qu'entre la fin de la seconde guerre mondiale et 1980, l'Amérique latine connaît la croissance la plus rapide et soutenue de son histoire : un peu plus de 2,5% l'an, chiffre très au-dessus de son taux historique moyen de 1%, bien que très inférieur à celui des économies d'industrialisation récente asiatiques.

TROIS QUESTIONS

De ce qui vient d'être dit, nous pouvons soulever trois questions :

- Pourquoi la décennie des années quatre-vingt fut-elle si désastreuse pour la région ? La réponse a évidemment quelque chose à voir avec la crise de la dette extérieure et les coûteux processus d'ajustement et de stabilisation qu'elle créa pour affronter les déséquilibres macro-économiques.

- Cependant, si la crise fut seulement un problème d'instabilité macro-économique, se pose la deuxième question : pourquoi changer la stratégie de développement ? Une réponse pourrait être que la stratégie de substitutions a toujours été une erreur.

- Si la stratégie de substitutions aux importations a été une erreur, comment expliquer alors - troisième question - que la période dans laquelle elle prévalut ait été celle de la plus rapide croissance économique jamais connue en Amérique latine.

TROIS HYPOTHESES

Face aux phénomènes exposés, et à partir de leurs analyses nous arrivons à trois hypothèses :

- Premièrement, disons que la décennie des années quatre-vingt fut une décade perdue non seulement à cause de l'instabilité macro-économique, mais aussi à cause des problèmes de la stratégie de développement. Ceux-ci commencèrent à se traduire dans les années soixante par une productivité déclinante et une vulnérabilité croissante aux perturbations d'origine extérieure et ne se manifestèrent pas ouvertement à cause des fortes rentrées de capital dans cette période.

- Deuxièmement, malgré les critiques de l'orthodoxie, la stratégie de substitutions aux importations ne fut pas toujours une erreur. Elle a eu beaucoup de sens dans les années trente, quand la contraction du commerce mondial à l'origine de la grande crise de cette période rendait presque impossible d'exporter et qu'était indispensable une impulsion de l'état pour stimuler un secteur privé épuisé. Elle a continué à avoir un sens au moins jusqu'à la fin des années cinquante, car la seconde guerre mondiale rendit virtuellement impossible l'importation de produits manufacturés, et postérieurement, dans la période de reconstruction de l'Europe et du Japon, il aurait été très difficile d'exporter des produits manufacturés par suite de la fermeture relative de ces marchés. Par contre, à partir des années soixante cette stratégie de substitution aux importations commença à montrer des rendements fortement décroissants, alors que s'ouvrait une période d'extraordinaire expansion du commerce international.

- Troisièmement, disons que ce qui doit certainement être corrigé, est l'orientation de la stratégie de développement : vers l'extérieur et non vers l'intérieur. L'orientation vers l'intérieur a déjà accompli sa tâche historique. « L'industrie naissante » d'aujourd'hui ne se destine plus à la production en soi, comme dans le passé, mais à la pénétration des marchés extérieurs. La justification pour un rôle actif de l'Etat, dans ce cas, est l'aide aux entreprises pour conquérir de nouveaux marchés, surtout avec des produits non traditionnels.

LE VIRAGE STRATEGIQUE DE LA FIN DES ANNEES QUATRE-VINGT

Tout comme la grande crise des années trente généra une méfiance dans la fiabilité des mécanismes du marché et amena à ce que l'état adopte une stratégie active d'industrialisation au moyen de la substitution aux importations, la crise des années quatre-vingt montra les limites tant l'extension du rôle de l'état que d'une stratégie de développement orientée vers l'intérieur. Cela donna lieu à un virage stratégique qui conduisit à une réorientation économique vers l'extérieur, à une plus grande utilisation des mécanismes de marché et à une redéfinition des rôles des secteurs public et privé, réservant la production pour le second et tendant à limiter le premier à ses fonctions essentielles et à des interventions très sélectives face aux défauts majeurs du marché.

LE NICARAGUA APRES LE SANDINISME

La dernière guerre se termina pratiquement en 1990 avec le désarmement de la contre révolution et une défaite électorale du gouvernement sandiniste installé au pouvoir après onze années de révolution. Les sandinistes, en laissant le gouvernement, pour plusieurs raisons déjà mentionnées, ont légué un pays dans la pire des conditions économique-productives avec une inflation gigantesque jamais vue auparavant, une dette extérieure matériellement impayable, des niveaux de productivité lamentables, sans le moindre investissement étranger et avec la méfiance totale des pays investisseurs, et avec de plus un retard technologique de presque vingt ans.

Le gouvernement successeur des sandinistes, pendant sa campagne, de même que les autres partis politiques dut offrir un programme de gouvernement surtout destiné à affronter la grave crise économique, diminuer le taux de chômage, augmenter le produit intérieur brut et les exportations, diminuer le déficit fiscal, etc. Et par dessus tout, la stratégie de la coalition gagnante fut liée à la proposition de pacification du pays, en assurant avoir « la bénédiction et l'appui » des nord-américains, raison très importante pour l'obtention de la victoire, dans un pays dont le peuple était fatigué de la guerre et économiquement dévasté.

Cependant, durant les six années de gouvernement de cette coalition de droite dirigée par madame Violeta Barrios de Chamorro passèrent, le Nicaragua ne changea pratiquement pas en matière économique, et bien que paradoxalement, les statistiques reflétèrent un léger changement positif, le sentiment de la population citadine et rurale est que chaque jour la misère grandit dans les foyers nicaraguayens, pensant même parfois « qu'ils vivaient mieux pendant la révolution ». Dans tous les cas, les statistiques internationales continuent à placer le Nicaragua au sein du continent américain, légèrement au-dessus de Haïti, et il se trouve même depuis quelques temps au dernier rang par sa pauvreté.

Ceci ne signifie pas que les programmes du gouvernement aient été mal conçus, mais qu'ils l'ont été dans un but électoraliste, sans prendre en compte tous les aspects de la réalité économique héritée de la situation de guerre vécue dans ces dernières quinze années. Non seulement les séquelles de la guerre sur les infrastructures ne furent pas prises en compte, mais elles ne le furent pas non plus dans le domaine psychologique d'une société marquée par la confrontation politique, par le revanchisme et la méfiance.

L'histoire s'est de nouveau répétée lors des élections de 1996. Une fois de plus, la propagande électorale comporta des promesses d'ordre économique, les programmes furent élaborés en ayant comme but le décollage économique, l'amélioration du niveau de vie, les programmes d'attention sociale, etc. La coalition de droite gagna les élections, cette fois avec une claire définition ultradroitière, également bénie et appuyée économiquement par les Etats Unis.

Bien qu'il soit prématuré de juger après un an de gouvernement, tout semble indiquer à ce que l'on voit, qu'il n'y aura pas finalement de résultats remarquables, en partie à cause de l'énorme détérioration des bases productives déjà mentionnées, de partie à cause de la corruption administrative qui caractérisa le gouvernement de madame Violeta, corruption qui malheureusement commence à se développer dans ce nouveau gouvernement.

STRATEGIE GENERALE DE DEVELOPPEMENT DU NICARAGUA AU XXI SIECLE

Le Nicaragua, pays centraméricain n'est pas économiquement parlant, n'est pas étranger au contexte latino-américain déjà mentionné: au contraire il est obligé de s'y insérer avec l'intention d'en « tirer quelques avantages », qui lui permettent de faire face aux cruels événements qu'il connaît en cette fin de siècle, et comme on l'a vu peu différents au début du prochain. Maintenant plus que jamais se fait de plus en plus pressant le besoin de redessiner une stratégie correcte de développement, qui lui permette dans une certaine mesure de brûler quelques étapes, et de décoller au plan économique.

Les nicaraguayens en général, sans distinction de classe sociale, de parti politique ou de religion ont l'impérieuse obligation de penser avant tout au Nicaragua et à son avenir, de penser aux prochaines générations qui méritent au moins un pays différent de l'actuel, avec au minimum l'espoir de dépasser le niveau actuel et des perspectives de développement meilleures que les actuelles.

L'héritage des récents événements politico-militaires que vient de vivre le Nicaragua se traduit en partie par un revanchisme et une confrontation politique très élevés, aspect qui sans aucun doute se répercute sur la vie économique-sociale et qui d'une façon générale, freine toute initiative, même quand elle est conçue avec les meilleures intentions.

Pour des raisons très spécifiques, propres à un pays comme le Nicaragua, une véritable stratégie de développement économique passe nécessairement par l'analyse non seulement historique comme il a été tenté de le faire dans la partie initiale de ce travail, mais, et de façon très particulière, aussi par l'analyse sociale des événements du passé, afin d'élaborer des compromis acceptables par toutes les composantes de la société nicaraguayenne.

Pour cette raison, j'exposerai quelques idées, qui à mon sens doivent être prises en considération dans toute stratégie de développement.

POLITIQUEMENT

Pour qu'un quelconque projet, d'ordre général ou particulier, ait une quelconque chance de succès, on doit avant tout l'étudier sous un angle politique, pour la simple raison que le Nicaragua vit encore les conséquences de son histoire politique récente qui a laissé des traces très importants.

Pour débiter, un véritable processus de pacification est indispensable encore prendre des mesures effectives pour contribuer à la pacification définitive de la campagne et des villes, car les séquelles continuent à se répercuter sur la vie socio-économique du pays, surtout à cause, d'un côté, de la propre immaturité politique que manifestent tant les secteurs liés au gouvernement qu'à l'opposition, et de l'autre, le manque de culture démocratique de notre population qui considéré toujours ses propres critères meilleurs que ceux des autres sans se préoccuper de leur validité.

Ce processus passe nécessairement par la conclusion de plans de réinsertion à la vie civile des milliers de retraités des forces armées, et des démobilisés de l'ancienne contre révolution, réinsertion sans laquelle la pacification sociale du pays est pratiquement impossible.

Le problème de la propriété est de la même importance. Tout plan ou programme de développement économique est obligé de trouver une solution préalable au problème de la propriété, solution qui permette à de larges secteurs de la société de conserver légalement les maisons qu'ils habitent ou la terre qu'ils travaillent, même quand celles-ci ont été obtenues grâce aux lois révolutionnaires, y compris celle de la réforme agraire, votée par le gouvernement sandiniste, et que les gouvernements ultérieurs ont constamment menacés d'abroger. De la même façon il faut donner une indemnisation juste aux personnes qui ont été l'objet d'une expropriation pour différentes raisons durant la même période, en dehors de la famille Somoza et des somozistes. Ne pas se préoccuper de ce problème capital équivaut à continuer de formuler de très bons plans économiques qui ne fonctionneront jamais.

Le phénomène du revanchisme politique, de l'intolérance et de la confrontation agressive, ne sont pas rapidement faciles à résoudre. Il faut faire de sérieux efforts, au travers des ministères de l'éducation ou de la culture, pour développer la cohésion nécessaire au développement économique.

La culture démocratique est une culture qui s'acclimate lentement surtout dans les pays sous-développés. Il est cependant urgent d'acquérir une telle culture surtout au niveau gouvernemental, qui permette entre autres choses, de respecter non seulement les accords et les compromis élaborés par les gouvernements antérieurs, mais aussi les critères et les points de vue de secteurs non gouvernementaux, qu'ils soient ceux de l'opposition politique ou non. Ce phénomène devrait permettre l'élaboration confiante de plans à long terme, de retrouver la confiance perdue en matière d'investissements étrangers, et d'obtenir ainsi un appui économique beaucoup plus soutenu.

Indiscutablement, ce qui vient d'être dit passe effectivement par un plan général de réconciliation nationale, qui rétablisse la confiance entre les nicaraguayens, aspect sur lequel le gouvernement en place doit jouer un rôle véritable de chef d'orchestre.

ECONOMIQUEMENT

La chose primordiale à assurer est une « reconstruction de notre économie ». Les bases structurelles furent bouleversées par les événements politiques, qui changèrent totalement le système, passant d'une économie de marché, bien qu'assez orthodoxe et dépendant du modèle expansionniste nord-américain, et de plus administrée à son bénéfice propre par la dynastie somoziste, à une économie étatique d'orientation clairement socialiste, instaurée à son époque par le gouvernement sandiniste, pour finalement, après 1990, revenir de nouveau à une économie de marché, dans laquelle nous nous trouvons actuellement.

Dans tous les cas, l'Etat d'une façon général devra être modernisé. Cela passera par la diminution de la part de l'Etat, dans la vie politique et économique, bien que les processus de privatisation qui ont eu lieu, sur le modèle d'autres pays, ont été fortement critiqués.

D'un point de vue purement économique, je considère que le « virage stratégique » de la fin du siècle que les pays latino-américains sont en train de prendre, s'ajuste pleinement à notre perspective de développement. Dans le cas du Nicaragua, ce qui est

grave est que l'on devra partir de zéro, que l'on devra reconstituer notre base productive, afin de lui permettre de conquérir le marché régional, de promouvoir nos produits d'exportation, et d'augmenter leur diversité, tout en restreignant les importations, dans le but de diminuer notre déficit fiscal.

La réactivation du système de production agricole, avec un transfert de technologie adéquat est une nécessité que l'on ne peut retarder tout en s'appuyant sur la tradition, et les conditions agroclimatiques du pays pour favoriser le développement de cultures de haute technologie.

Le processus de transformation industrielle de nos produits agricoles mérite une attention spéciale et un développement soutenu et progressif.

SOCIALEMENT

Sans vouloir être redondant, les séquelles de la guerre civile, sont des éléments à prendre en compte dans tout projet de développement économique.

Comme de plus le social est intimement lié à l'économique, et encore plus quand les niveaux de pauvreté sont aussi important que dans le cas du Nicaragua, et que le taux de chômage dépasse des chiffres supérieurs à quarante pour cent de la population économiquement active, on doit obligatoirement prendre des mesures de grande ampleur non seulement palliatives à court délai, mais aussi à longue échéance.

Un pays comme le Nicaragua où presque cinquante pour cent de la population est composée de jeunes de moins de seize ans, les programmes de formation sociale doivent être suffisamment efficaces pour garantir leur développement harmonieux en tant que jeunes, mais de plus ils doivent contenir des propositions claires d'une véritable insertion de cette masse de jeunes dans les projets économiques de développement. Des jeunes qui connaissent y a peu encore peu la seule influence de la guerre, remplacée aujourd'hui par l'influence de la drogue et de la violence, doivent évidemment être l'objet de beaucoup d'attentions, si l'on veut véritablement construire un Nicaragua meilleur dans tous les sens du terme.

En plus de la concertation sociale dans les villes, il faut faire des efforts pour améliorer la situation à la campagne. Il faut mettre en place une véritable politique agricole gouvernementale qui inclut l'appui financier et des politiques de stimulation à la production. Le gouvernement doit doter au secteur paysanne d'un véritable accès aux nouvelles technologies, afin non seulement d'augmenter la production et la productivité.

LE NICARAGUA DANS LE CONTEXTE DE LA REGIONALISATION

Actuellement il existe un consensus sur le fait que la région doit s'insérer non seulement avec ceux qui la composent, mais aussi internationalement, pour faire face aux phénomènes très complexes de caractère extrarégionaux où se trouvent des puissances économiques de la taille des Etats Unis, de l'Europe, du Japon, de la Chine, etc., essayant une fois de plus de se répartir le monde.

Le Nicaragua en particulier vient de signer des accords économiques avec le reste des pays de la région centraméricaine, y compris la République Dominicaine, dans le but d'unir les efforts et de faire face de manière plus compétitive sur le marché mondial, car il est matériellement impossible de lutter seul en étant un pays pauvre. De la même façon, à la fin de l'année 1997, le Nicaragua et le Mexique ont signé un accord de libre échange, qui bénéficie avant tout au premier.

Les commentaires sont évidemment favorables à cela. Sans prétendre considérer l'intégration régionale comme la solution aux problèmes économiques du Nicaragua, c'est cependant une alternative importante à prendre en compte dans la stratégie de développement économique, chaque fois que cela permettra d'exporter aux meilleurs prix et de pouvoir importer dans des conditions beaucoup plus favorables.

CONCLUSION

Essayer d'identifier la réalité d'un pays est toujours une tâche ardue. Nous pouvons involontairement tomber dans l'interprétation partielle des faits, et c'est vraisemblablement pour cela qu'il existe différentes versions sur un même fait ou une même histoire. On a tendance en général à « voir les phénomènes selon la couleur du cristal que nous utilisons ».

En partant de ce qui vient d'être dit, nous avons essayé prudemment et sommairement de se référer uniquement aux faits sur lesquels sont d'accord la plus grande partie des historiens qui ont écrit une page sur notre pays, en essayant de ne rappeler uniquement que les événements qui selon moi ont eu des répercussions sur la difficile situation économique et sociale.

Finalement, nous percevons qu'il n'est pas possible de traiter de l'histoire du Nicaragua en quelques pages, tout comme il est nécessaire d'avoir beaucoup plus de capacité que la mienne pour pouvoir « recommander » tel ou tel paramètre à prendre en compte dans la stratégie de développement d'un pays aussi complexe, fondamentalement affecté par les altérations internes et externes qu'il a subi au cours de son histoire. Cependant nous pourrions proposer ce modeste travail comme une note de présentation des difficultés qui a connu la situation économique, politique et sociale du Nicaragua.

LCL. DENIS MEMBRENO RIVAS

(NICARAGUA)

ANNEXE 8.2

FICHE DOCUMENTAIRE

Caractéristiques du document à remplir par le pilote du CID

Session :	95/96	Groupement :	GS	MTA	SP-Terre	SP-Mer
	96/97	SP-DivA	EO	ETR	SP-Gend	SP-Air
Cycle :						
Module :						
Ss-module :						
Type d'enseignement :				Type de document :		
Dossier	Titre et/ou Référence : LE NICARAGUA: FACE AU NOUVEAU SIECLE. UNE NOUVELLE STRATEGIE					
Sous-dossier						
Pièce						
Mémoire						
Article						
Compte-rendu						
Document extérieur						
Document d'organisation						

Rédacteur :			
Pilote du CID :	Nom : MEMBRENO	Grade : LCL	Fonction : STAGIAIR

Liens avec d'autres documents

Liens verticaux :	Titre du dossier : Titre du ss-dossier :
Liens horizontaux :	
Mots-clés libres :	

Résumé : Le NICARAGUA est un pays pauvre, sujet aux catastrophes naturelles, héritier d'une histoire complexe où les interventions militaires et politiques étrangères, les guerres civiles, la guerre froide et une révolution armée ont laissé leur marque. Il a donc besoin d'aborder le siècle prochain avec une stratégie de développement aussi solide que spécifique.

Localisation :	Support physique :	Accès :
Serveur Bibliothèque Salle de groupe	Groupement Service Document électronique Papier	Tous Cadres Réservé France

Commentaires / nom du fichier informatique associé	
--	--

Archivage :	Abrogation	Année 19	CD-Rom	OUI	NON
-------------	------------	----------	--------	-----	-----

Délais :	Date d'instal. dans le système : / /	Date de remise à la prog : / / (1 mois avant)
----------	--------------------------------------	---

à remplir par l'approbateur

Approbateur :	Nom :	Grade :	Fonction :
---------------	-------	---------	------------